



L'école de l'aménagement durable des territoires

**ACCORD-CADRE D'ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE POUR DES MISSIONS DE
COMMISSIONNEMENT (AMO-
COMMISSIONNEMENT)**

Pour les opérations de :

**Réhabilitation/restructuration
de bâtiments de l'ENTPE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
relatif à l'accord-cadre et aux marchés subséquents
(CCAP AC)**

SOMMAIRE

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Définition des parties à l'accord-cadre	4
1.3 Sous-traitance.....	4
1.4 Contenu de la mission.....	5
1.4.1 Décomposition des marchés subséquents.....	5
1.4.2 Parties techniques	5
1.5 Options	6
1.6 Décomposition en lots.....	6
1.7 Contrôle et direction de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	6
1.7.1 Conduite d'opération	6
1.7.2 Conduite des prestations.....	6
1.8 Personnes concernées par l'opération sans être parties à l'accord-cadre 7	
1.8.1 Maîtrise d'œuvre.....	7
1.8.2 Contrôleur technique	8
1.8.3 Coordination SPS	9
1.8.4 Tiers intéressés	10
Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	11
Article 3. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE et des marchés subséquents.....	12
3.1 Durée et délais	12
3.1.1 Durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	12
3.1.2 Délais d'exécution	12
3.1.3 Délais d'admission des documents définitifs par le Maître d'ouvrage	12
3.2 Marchés fondés sur l'accord-cadre.....	13
3.3 Modalités d'attribution des marchés subséquents	13
3.4 Contenu des marchés subséquents conclus en application de l'accord-cadre	13
3.5 Sanctions pour absence d'offres répétées aux marchés subséquents.....	14
3.6 Suspension provisoire	14
3.7 Règles relatives à la mobilisation des ressources	14
3.8 Clauses sociales et environnementales.....	15
3.8.1 Clauses sociales.....	15
3.8.2 Clauses environnementales	15
Article 4. Rémunération.....	15
4.1 Généralités	15
4.2 Montant de la rémunération des marchés subséquents.....	16

4.3	Modalités de variation des prix.....	16
Article 5.	<i>Gestion des modifications</i>	17
5.1	Modifications de faible montant initiées par le Maître d'ouvrage. 17	
5.2	Modifications qui s'imposent au Maître d'ouvrage	17
5.3	Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen	17
5.4	Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux.....	18
5.5	Modifications affectant les contractants.....	19
Article 6.	<i>Règlement des comptes</i>	19
6.1	Acomptes et paiement partiels définitifs	19
6.2	Présentation des demandes de paiement.....	20
6.3	Délai de paiement, intérêts moratoires	20
6.4	Échéancier des acomptes	21
6.5	Régime de l'avance.....	21
6.5.1	Conditions de versement et de remboursement	21
6.5.2	Garanties financières de l'avance	21
6.5.3	Remboursement de l'avance.....	21
Article 7.	<i>Délais et pénalités des marchés subséquents</i>.....	22
7.1	Délais.....	22
7.2	Pénalités sur les productions	22
7.3	Autres pénalités	22
Article 8.	<i>Assurances</i>	23
Article 9.	<i>Propriété intellectuelle</i>	23
Article 10.	<i>Confidentialité</i>.....	23
Article 11.	<i>Fin de la mission</i>.....	23
11.1	Achèvement de la mission	23
11.2	Arrêt de l'exécution des prestations en fin de parties techniques	24
Article 12.	<i>Résiliation</i>	24
12.1	Dispositions générales.....	24
12.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	24
12.3	Résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou cas particulier	24
12.4	Autres cas de résiliation.....	25
12.5	Sort des marchés subséquents en cas de résiliation de l'accord-cadre	25
Article 13.	<i>Dérogations au CCAG Prestations intellectuelles</i>	25

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) relatif à l'accord-cadre d'AMO Commissionnement a pour objet de préciser les conditions d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents fondés sur cet accord-cadre.

L'accord-cadre porte sur les opérations de Réhabilitation/restructuration de bâtiments de l'ENTPE. Les missions confiées au Titulaire de l'accord-cadre porteront sur :

- Les opérations de réhabilitation, restructuration, mise aux normes, gros entretien et maintenance, petits aménagements extérieurs voies et réseaux divers,
- Les opérations de réhabilitation peuvent comprendre une part de neuf sous réserve que celles-ci soient minoritaires (ouvrages de réhabilitation au sens de l'article L2412-1 du code de la commande publique)

Les marchés subséquents porteront sur les différents volets de conception et d'exécution des interventions en réhabilitation, restructuration, mise aux normes ou en conformité réglementaire, gros entretien et maintenance, aménagements extérieurs... qui se rattachent aux opérations de réhabilitation et de restructuration de bâtiments de l'ENTPE, dont l'étendue des besoins est indiquée dans le document « Nature et étendue des besoins de l'Accord-Cadre ».

Lieux d'exécution : Campus ENTPE - 3 Rue Maurice Audin, 69120 Vaulx-en-Velin

1.2 Définition des parties à l'accord-cadre

Les parties à l'accord-cadre sont :

D'une part, le Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), représentant le maître de l'ouvrage, désignée ci-après par les termes « le maître de l'ouvrage », « la personne publique » ou « l'ENTPE » ou « le RPA ».

D'autre part, le titulaire de l'accord-cadre mentionné dans l'Acte d'Engagement et désigné dans ce CCAP-AC indifféremment par les termes « AMO Commissionnement », « Commissionneur », « AMO Commissionning », « AMO », « Titulaire » ou « Prestataire »

1.3 Sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés subséquents qui seront conclus ultérieurement, provoquant le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles au cours de l'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le Titulaire doit joindre en sus des documents exigés par l'article R2193-1 du Code de la Commande publique, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire de l'accord-cadre (article 27.1 du CCAG Prestations intellectuelles).

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros***

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au Maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.4 Contenu de la mission

1.4.1 Décomposition des marchés subséquents

Les marchés subséquents de l'AMO Commissionnement porteront sur les opérations de travaux de réhabilitation et restructuration de l'ENTPE. Le découpage se fera à la survenance du besoin.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier à un autre opérateur économique que le Titulaire de l'accord-cadre certaines missions complémentaires. L'attributaire du présent accord-cadre n'a pas de droit d'exclusivité sur tous les marchés d'AMO Commissionnement passés par l'ENTPE.

1.4.2 Parties techniques

Les marchés subséquents confiés au Titulaire comporteront des prestations décomposées en 4 Parties techniques :

- Partie technique : Programmation : Mission de commissionnement en phase de programmation
- Partie technique : Conception : Mission de commissionnement pendant les étapes de conception
- Partie technique : Réalisation : Mission de commissionnement pendant les étapes de réalisation, y compris réception
- Partie technique : Exploitation-maintenance : Mission de commissionnement pendant la période d'exploitation-maintenance

Ces missions sont définies de manière non exhaustive au cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP AC).

Ces Parties Techniques sont considérées comme autant de parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles. Le Pouvoir adjudicateur peut décider de l'arrêt en fin de partie technique.

1.5 Options

Conformément aux dispositions de l'article R2113-4 du Code de la commande publique, les marchés subséquents pourront comporter une tranche ferme et une ou plusieurs tranches optionnelles. En cas de marché à tranches, les modalités d'affermissement des tranches optionnelles sont définies, pour chaque marché subséquent, dans le CCP MS.

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires dans un délai qui n'excédera pas trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6 Décomposition en lots

Les prestations homogènes ne sont pas réparties en lots.

1.7 Contrôle et direction de l'accord-cadre et des marchés subséquents

1.7.1 Conduite d'opération

Seules les personnes suivantes sont habilitées ès-qualité à engager le pouvoir adjudicateur pour la conduite opérationnelle et le contrôle des études objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents :

- La Directrice de l'ENTPE ou son représentant ;
- Le Responsable du service Achat, Logistique et Patrimoine ou son représentant.

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à cette conduite et à ce contrôle se concrétisent par des ordres de service signés, datés et numérotés dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le titulaire en accuse immédiatement réception. L'ordre de service est exécutoire sauf mention expresse contraire dans le MS ou l'OS.

L'absence de réserves formulées par le titulaire dans les quinze jours de la réception d'un ordre de service vaut à son acceptation.

L'ordre de service permet de déclencher les tranches éventuellement définies dans les marchés subséquents.

Les fonctions de conduite d'opération et de gestion des bons de commandes et des marchés subséquents sont assurées par l'ENTPE.

1.7.2 Conduite des prestations

Le Titulaire indique dans son mémoire justificatif ainsi qu'à l'article 5 de l'Acte d'engagement les personnes qui participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

Il désigne également un « coordinateur des prestations » qui sera l'interlocuteur principal du Représentant du Pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le niveau de compétence pourra être adapté en fonction de l'opération objet du MS.

1.8 Personnes concernées par l'opération sans être parties à l'accord-cadre

1.8.1 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'ouvrage a mis en place une Maîtrise d'œuvre disposant des compétences suivantes :

- Une compétence « Architecture »
- Une compétence « Ingénierie des structures »
- Une compétence « Ingénierie des fluides, CVC et plomberie »
- Une compétence « Ingénierie thermique »
- Une compétence « Qualité environnementale et développement durable »
- Une compétence « Courants forts, courants faibles et Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie »
- Une compétence « Économie de la construction »

La Maîtrise d'œuvre dispose d'une mission globale de conception, constituée de la mission de base ainsi que d'éléments de missions complémentaires, réparties ainsi :

Mission de base :

- Partie technique : APS : Études d'avant-projet sommaire
- Partie technique : APD : Études d'avant-projet définitif
- Partie technique : PRO : Études de projet
- Partie technique : AMT : L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux
- Partie technique : EXE et SYN : Études d'exécution et synthèse :
 - Sous-partie technique : Devis quantitatif détaillé
 - Sous-partie technique : Établissement des plans d'exécution
 - Sous-partie technique : Réalisation des études de synthèse
 - Sous-partie technique : Calendrier détaillé d'exécution
- Partie technique : VISA : Visa des plans d'exécution réalisés par les entreprises
- Partie technique : DET : La direction de l'exécution des marchés publics de travaux
- Partie technique : AOR : L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA)

Missions complémentaires :

- Partie technique : ESQ : Esquisse

- Partie technique : DIAG : Diagnostic
- Partie technique : CSSI : Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie
- Partie technique : QEB : Qualité Environnementale des bâtiments
- Partie technique : Labélisation 2EC (Engagement Économie Circulaire)
- Partie technique : Désamiantage

Chaque marché subséquent relatif à l'accord-cadre d'AMO Commissionnement précisera les missions confiées au MOE dans le cadre de l'opération objet du marché subséquent en question.

La mission de Maîtrise d'Œuvre est portée par un groupement d'entreprise composé de la société FLEURENT Architecte, mandataire, et les sociétés cotraitantes HECoS, Bureau d'étude MATTÉ, LEI et JP ingénierie et structure.

L'ENTPE souhaite également confier à un intervenant distinct de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre la mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination. La mission d'OPC sera confiée à un opérateur économique en cours de désignation.

1.8.2 Contrôleur technique

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le maître de l'ouvrage sera assisté par un ou plusieurs contrôleurs techniques agréés.

Les missions du contrôleur technique comprennent les missions de base suivantes (en référence à la norme NFP 03-100) :

- Mission L : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables,
- Mission S : relative à la sécurité des personnes dans les constructions. La mission est dénommée SEI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH) et STI lorsqu'elle porte sur des immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels.

Ainsi qu'éventuellement des missions complémentaires suivantes (en référence à l'Annexe A du CCTG de contrôle technique – Décret n°99-443 du 28 mai 1999), à définir selon chaque marché subséquent :

- Mission PS : relative à la sécurité des personnes en cas de séisme + attestation de bonne prise en compte de la réglementation parasismique
- Mission P1 : relative solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
- Mission F : relative au fonctionnement des installations
- Mission Ph : relative à l'isolation acoustique + attestation de bonne prise en compte de la réglementation acoustique
- Mission Th : relative à l'isolation thermique et économies d'énergie + attestation de bonne prise en compte de la réglementation thermique

- Mission Hand : relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées + attestation de bonne prise en compte de la réglementation sur l'accessibilité
- Mission Le : relative à la solidité des existants
- Mission Av : relative à la stabilité des ouvrages avoisinants
- Mission GTB : relative à la gestion technique des bâtiments
- Mission ENV : relative à environnement
- Mission HYS : relative à l'hygiène et santé dans les constructions

De plus, les missions complémentaires contractuelles suivantes sont définies :

- Mission CO : coordination des missions de contrôle
- Mission PV : relative au recollement et à l'examen des procès-verbaux
- Mission GN13 : dispositions prises pour l'intervention en site occupé en activité
- Mission VIEL : relative à la vérification initiale des installations électriques
- Mission CONSUEL : relative à la vérification avant mise sous tension des installations électriques
- Assistance lors du passage de la Commission de sécurité

Chaque marché subséquent relatif à l'accord-cadre d'AMO Commissionnement précisera les missions confiées au contrôleur technique dans le cadre de l'opération objet du marché subséquent en question.

Le Titulaire de l'accord-cadre de Contrôle Technique relatif aux opérations de réhabilitation et restructuration de l'ENTPE est en cours de désignation.

1.8.3 Coordination SPS

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le maître de l'ouvrage sera assisté par un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS).

Les missions du CSPS comprennent les missions suivantes (liste non exhaustive) :

- Analyse des risques :
 - Remise d'un rapport d'analyse des risques vis-à-vis de la sécurité et de la protection de la santé, après examen du programme de l'opération.
- Prestations à réaliser pendant les études de « conception » :
 - Avis sur les rendus de conception remis par le Maître d'Œuvre et participation aux réunions de conception ;
 - Ouverture du registre-journal de coordination ;
 - Élaboration du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ;
 - Préparation du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO Conception) ;
 - Rédaction de la déclaration préalable de coordination qui sera transmis à l'OPPBTP, à la CARSAT et à l'inspection du travail ;
 - Rédaction des règles de fonctionnement du CISSCT le cas échéant.

- Prestations à réaliser pendant la mise en concurrence des entreprises :
 - Participation à l'analyse des offres des entreprises de travaux ;
 - Intervention pendant la phase de mise au point des marchés de travaux.
- Prestations à réaliser pendant la phase « réalisation des travaux » :
 - Réalisation des Visites d'Inspections Communes (VIC) ;
 - Animation et gestion des PPSPS ;
 - Assure les fonctions nécessaires au bon déroulé du CISSCT le cas échéant ;
 - Mise à jour du registre-journal de la coordination au fur et à mesure de ses visites inopinées sur site ;
 - Participation aux réunions de chantier ;
 - Mise en place des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Prestations à réaliser pendant les opérations préalables à la réception et la période de parfait achèvement :
 - Remise du DIUO en version finale ainsi que du DMLT ;
 - Organisation d'une visite de l'ouvrage pour présenter le DIUO à l'exploitant ;
 - Vacation en cas d'intervention pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Chaque marché subséquent relatif à l'accord-cadre d'AMO Commissionnement précisera les missions confiées au CSPS dans le cadre de l'opération objet du marché subséquent en question.

Le Titulaire de l'accord-cadre de CSPS relatif aux opérations de réhabilitation et restructuration de l'ENTPE est en cours de désignation.

1.8.4 Tiers intéressés

Les Tiers intéressés sont les organismes que le Titulaire se doit de solliciter en temps utile pour prendre en compte leurs exigences dans le cadre du projet. Il s'agit notamment :

- Du programmiste de l'opération : Le programmiste rédige le programme de chaque marché subséquent. Le programmiste a également une mission d'assistance à l'ENTPE pour la vérification de la bonne prise en compte des exigences du programme lors de la conception des ouvrages jusqu'à l'APD. **La mission de programmiste est portée par un groupement d'entreprise composé de la société ICAMO, mandataire et en charge de la programmation, et la société Lise CHAUCHAIX, en charge de la programmation environnementale et QEB.**
- L'Assistant en Ingénierie Contractuelle (AIC) est chargé de l'élaboration des dossiers de consultation des différents prestataires à mettre en place pendant toute la durée de l'opération, ainsi que du suivi des différentes procédures de passation. Il est également chargé d'une mission de conseil global sur le suivi des marchés et d'une mission d'assistance en ingénierie administrative et financière. **La mission d'Assistance en Ingénierie Contractuelle (AIC) est réalisée par le Cabinet Clément & Associés.**
- De l'accompagnement labélisation Engagement Économie Circulaire : La maîtrise d'ouvrage a décidé d'engager une démarche de labellisation Engagement Économie Circulaire (label 2EC) pour les opérations inscrites au

Contrat de Plan Etat-Région. **Pour l'accompagner dans cette démarche, le maître d'ouvrage a sollicité le Cerema qui interviendra aux 3 stades de l'opération : conception, réalisation et achèvement de la procédure.**

Ces différents intervenants n'appartenant pas à la Maîtrise d'ouvrage, toute demande émanant de l'un ou l'autre (communication de document, prestation dérogeant au programme) doit faire l'objet d'un signalement à la Maîtrise d'ouvrage, pour gestion de la demande. Toute demande de la part d'un utilisateur ou d'un gestionnaire qui serait honorée par le Titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d'ouvrage engage sa responsabilité. La Maîtrise d'ouvrage pourrait en demander l'annulation, la démolition, le remplacement, aux frais du Titulaire, sans que celui-ci puisse élever de réclamation.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre (AE AC) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre (CCAP AC)
- Le Cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP AC)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI, CCAG Prestations intellectuelles) issu de l'arrêté du 30 mars 2021, modifié.
- Le document « Nature et étendue des besoins de l'accord-cadre »
- Les pièces de l'offre contractuelle du Titulaire :
 - Le mémoire justificatif de l'accord-cadre (MJ AC), en tant qu'il complète sans remettre en cause le marché
- Les Marchés subséquents (MS) comprenant, par ordre de priorité :
 - L'acte d'engagement du marché subséquent (AE MS)
 - Le cahier des clauses particulières du marché subséquent (CCP MS)
 - Le cas échéant, le programme technique détaillé de l'opération relative au MS et ses annexes
 - Le mémoire justificatif du marché subséquent remis par le candidat dans le cadre de son offre (MJ MS), en tant qu'il complète sans remettre en cause le marché
 - La décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent (DPGF MS)

Les pièces contractuelles de chaque marché subséquent pourront être précisées dans le Cahier des clauses particulières du marché subséquent (CCP MS).

ARTICLE 3. EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

3.1 Durée et délais

3.1.1 Durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Se référer à l'article 4 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

La durée de chacun des marchés subséquents sera définie dans lesdits marchés.

3.1.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution de chacun des marchés subséquents seront définis dans lesdits marchés.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG PI, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du Maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le Maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché subséquent, les mêmes effets que le délai contractuel. Aucune acceptation tacite d'une demande de prolongation de délai n'est possible, seule l'acceptation expresse est possible.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le Titulaire doit signaler au Maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le Maître d'ouvrage notifie par écrit au Titulaire sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.1.3 Délais d'admission des documents définitifs par le Maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, la décision du Maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, avec ou sans réfaction ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études définitifs intervient avant l'expiration d'un délai d'un mois.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des prestations définitives par le Titulaire.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au Titulaire dans le délai indiqué ci-dessus, la prestation est considérée comme rejetée, avec effet à compter de l'expiration du délai, par dérogation à l'article 29 du CCAG PI.

3.2 Marchés fondés sur l'accord-cadre

Les marchés qui seront conclus en application de l'accord-cadre seront des marchés subséquents en application des articles R2162-7 à R2162-9 du Code de la commande publique.

Tout élément de prix, en l'absence de précision, est considéré hors taxes.

Ce prix couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître.

3.3 Modalités d'attribution des marchés subséquents

Conformément aux dispositions de l'article R2162-7 du Code de la commande publique, le Titulaire de l'accord-cadre sera sollicité par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un dossier de consultation du marché subséquent (DCMS) comportant :

- Un projet d'acte d'engagement pour le marché subséquent (AE MS)
- Un cahier des clauses particulières du marché subséquent (CCP MS)
- Un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent (DPGF MS)
- Le cas échéant, un programme spécifique au marché subséquent

Ce DCMS vient préciser les termes spécifiques au besoin qui n'étaient pas convenus dans l'accord-cadre.

Le Titulaire disposera d'un délai de dix jours (sauf autre délai convenu entre les parties) pour remettre une offre pour le marché subséquent sur la base de ce DCMS, comportant :

- L'acte d'engagement du marché subséquent complété
- La décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent complété
- Une note méthodologique précisant l'équipe dédiée à l'exécution du marché subséquent ainsi que la méthodologie d'intervention prévue pour la réalisation du marché subséquent. Cette note méthodologique devra être adaptée aux spécificités de l'opération objet du marché subséquent.

Le Titulaire basera son offre sur les termes de l'accord-cadre.

L'offre pourra être négociée entre les parties.

3.4 Contenu des marchés subséquents conclus en application de l'accord-cadre

En application de l'article R2162-7 du Code de la commande publique les marchés subséquents préciseront :

- Le contenu des prestations à exécuter
- Les délais partiels d'exécution
- Les quantités et prix applicables
- Les pièces contractuelles

3.5 Sanctions pour absence d'offres répétées aux marchés subséquents

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à ses engagements.

A partir de trois absences d'offre (le retard de remise étant assimilé à une absence d'offre) à des demandes de marchés subséquents, le Pouvoir adjudicateur peut décider d'une suspension à titre provisoire du bénéfice résultant du présent accord pour le Titulaire ou une résiliation.

3.6 Suspension provisoire

Outre le cas visé ci-dessus, la suspension à titre provisoire jusqu'à trois mois avant la fin de l'accord-cadre peut être décidée en cas de :

- Non-respect de textes législatifs ou réglementaires, d'engagements, de prescriptions techniques ;
- Défauts persistants de qualité dans la réalisation des prestations, et notamment cumul de plusieurs avertissements ;
- Manquement grave aux obligations contractuelles.

Dans cette hypothèse, ladite suspension fera l'objet d'une décision du Maître d'ouvrage. Celle-ci précisera la durée de la suspension.

D'application immédiate, la suspension entraîne :

- L'impossibilité pour le prestataire de contester le recours à un autre opérateur économique pour des missions entrant dans l'objet du présent accord-cadre ;
- L'irrecevabilité des offres remises par le prestataire dans le cadre de demandes ou de négociations en cours à la date de notification de la sanction.

La suspension provisoire n'entraîne pas d'office la résiliation du ou des marchés subséquents en cours d'exécution, sauf si les faits qui en sont à l'origine constituent un motif de résiliation dudit marché subséquent.

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application, sur les marchés subséquents en cours d'exécution, des pénalités définies par les stipulations contractuelles.

3.7 Règles relatives à la mobilisation des ressources

Le Titulaire indique dans son mémoire justificatif ainsi qu'à l'article 5 de l'Acte d'engagement les personnes qui participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En tant que marché de prestations intellectuelles, la Maîtrise d'ouvrage entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la Maîtrise d'ouvrage sera extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés : elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le Titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement de la personne désignée. Au préalable, le Maître d'ouvrage informera le Titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation. Le Titulaire disposera de quinze jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application de la pénalité définie à l'article 7.3 du présent CCAP.

Celui-ci est considéré comme accepté si le Maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de quinze jours.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation de deux remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI.

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

3.8 Clauses sociales et environnementales

3.8.1 Clauses sociales

Les marchés subséquents pourront faire l'objet de clauses sociales. Les modalités d'exécution de ces clauses sociales seront indiquées dans les pièces des marchés subséquents concernés.

3.8.2 Clauses environnementales

Documents et livrables respectueux de l'environnement

Le titulaire du marché est le garant de la performance énergétique des produits consommateurs d'énergie liés à l'exécution des prestations.

Il assure un rôle de conseil auprès du pouvoir adjudicateur dans la mise en œuvre de techniques, produits et matériels compatibles avec l'approche du développement durable.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Titulaire devra limiter les impressions papiers, et notamment concernant les livrables à remettre dans le cadre de l'exécution de ses missions. Aucun exemplaire papier des documents n'est attendu, sauf mention contraire dans les documents particuliers des marchés subséquents.

Optimisation des déplacements

Le titulaire du marché devra optimiser ses déplacements. Pendant les phases d'études notamment, il privilégiera des réunions organisées en visioconférence pour limiter ses déplacements sur site.

ARTICLE 4. REMUNERATION

4.1 Généralités

L'accord-cadre n'emporte aucune rémunération par lui-même. Il est sans minimum. Il est passé pour une rémunération maximum de 140 000 €HT pour toute sa durée.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par l'application des prix forfaitaires.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la Maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Les marchés subséquents sont rémunérés sur la base d'un prix global et forfaitaire auquel sera joint un sous-détail de prix mettant précisant la qualification, la quantité des moyens qui seront mis en œuvre.

4.2 Montant de la rémunération des marchés subséquents

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné dans le marché subséquent.

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement d'un marché subséquent sera révisé conformément aux dispositions de l'article 4.3 du présent CCAP.

Les prix unitaires de l'accord-cadre et les prix forfaitaires des marchés subséquents intègrent la totalité des frais qu'engendre la réalisation de la mission pour le Titulaire, notamment :

- Les frais de secrétariat ;
- Le temps passé pour l'accueil des entreprises, les visites d'inspection communes et la participation aux réunions de chantier ;
- Les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- Les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- Les frais de déplacement,
- Les frais liés aux attentes éventuelles lors de l'accès au site occupé en activité.

4.3 Modalités de variation des prix

Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois qui apparaît en première page de l'acte d'engagement de chaque marché subséquent est appelé « mois zéro » (Mo).

Les prix sont révisés par application au prix du marché d'un coefficient (Cn) de révision, donné au mois n par la formule :

$$Cn = (In/Io)$$

dans laquelle Io-3 et In-3 sont les valeurs prises par le dernier index de référence I connu au moment du dépôt, respectivement au mois zéro et au mois n.

L'index de référence I, publié par l'INSEE et choisi en raison de sa structure, est l'index **ING Ingénierie**.

Lorsque la valeur finale des indices n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières valeurs connues.

Le paiement calculé sur la base des valeurs finales de référence intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement du marché subséquent, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

ARTICLE 5. GESTION DES MODIFICATIONS

Si une modification de marché s'avérait nécessaire, lors de l'exécution d'un marché subséquent, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition objet de l'annexe financière ou les prix de journée par catégorie de personnel issus des prix d'unités indiqués au bordereau des prix unitaires.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par Ordre de service et, ou modification de marché.

Dans le cas où les paramètres de l'opération viendraient à évoluer, notamment en matière de durée, de coût ou de complexité des travaux objet de la mission, le Titulaire pourra prétendre à une modification de ses honoraires à condition de pouvoir justifier par un mémoire écrit et motivé des conséquences de ces modifications sur sa mission et, partant, sur sa rémunération.

5.1 Modifications de faible montant initiées par le Maître d'ouvrage

Conformément à l'article R2194-8 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage et le Titulaire peuvent conclure un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage rendant nécessaire la reprise des prestations en cours d'exécution des travaux.
- Si le Maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au Titulaire.

La rémunération est alors mise au point sur la base de l'évaluation par le Titulaire des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des couts journaliers définis au bordereau des prix unitaires.

5.2 Modifications qui s'imposent au Maître d'ouvrage

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le Maître d'ouvrage et le Titulaire concluent un avenant pour tenir compte des modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues.
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux, non imputables au Titulaire.
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le Titulaire.
- De la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations du Titulaire nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Le montant de la rémunération est revu selon l'article 5 du CCAP de l'accord-cadre.

5.3 Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, la rémunération du Titulaire fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- D'adapter les missions du Titulaire en présence de variantes retenues par le Maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :

- Lorsque le Maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du Titulaire est réexaminée si le rapport produit par le Titulaire doit impérativement être repris ;
- En présence de telles variantes, le Titulaire indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans le bordereau des prix unitaires.
- De répondre à l'éventualité citée à l'article 5.5 du présent CCAP de l'accord-cadre. Pour ce faire, le Titulaire devra présenter au préalable à l'acceptation de la substitution un dossier administratif, technique et financier démontrant l'équivalence entre le membre désormais défaillant et l'opérateur économique présenté en substitution. Si le pouvoir adjudicateur reconnaît l'équivalence, la substitution est opérée au travers de la présente clause de réexamen.
- En cas d'augmentation de la durée des études ou des travaux par un fait extérieur au Titulaire du marché, des prestations complémentaires pourront être demandées au Titulaire. Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour ces prestations, un ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour leur règlement dans les conditions de l'article 23 du CCAG PI. Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG PI, le titulaire est réputé accepter les prix provisoires si, dans un délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix nouveaux, il n'a pas présenté d'observations à l'acheteur.
- En cas de survenance de besoins supplémentaires en vacation en phase de garantie de parfait achèvement, des prestations complémentaires pourront être demandées au Titulaire. Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour ces prestations, un ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour leur règlement dans les conditions de l'article 23 du CCAG PI. Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG PI, le titulaire est réputé accepter les prix provisoires si, dans un délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix nouveaux, il n'a pas présenté d'observations à l'acheteur.

5.4 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le Maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au Maître d'ouvrage leur classification dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : modifications qui s'imposent au Maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux.
- Catégorie B : modifications initiées par le Maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme.
- Catégorie C : modifications initiées par le Titulaire résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le Maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie A et B peuvent donner lieu à une modification du marché du Titulaire dans les conditions définies à l'article 5.1 du CCAP AC.

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas, y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit, pour le Titulaire, à une demande de modification de son forfait de rémunération.

5.5 Modifications affectant les contractants

En application du 1° de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- Le Titulaire peut proposer au Maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire
- Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le Maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le Maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 8 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et de la rémunération afférente.
- Si le titulaire est un groupement, le mandataire pourra proposer au Maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :
 - Cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ; ceci ne peut intervenir que dans le cas où ce cas de figure interviendrait à partir de la troisième année d'exécution de l'accord-cadre.
 - Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants. La résolution des litiges entre membres du groupement relève du groupement. En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au Maître d'ouvrage de résilier partiellement le marché selon les modalités définies au CCAP de l'accord-cadre, ou de prendre en compte la modification de la composition du groupement dans le cadre de la clause de réexamen prévue à l'article R2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 5.3 du présent CCAP de l'accord-cadre.

Le mandataire solidaire propose au Maître d'ouvrage de réaliser lui-même les prestations restant à réaliser par l'entreprise défaillante ou de les faire réaliser, à ses frais, par un des membres du groupement.

Un avenant est conclu entre le Maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

ARTICLE 6. REGLEMENT DES COMPTES

6.1 Acomptes et paiement partiels définitifs

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Les marchés subséquents sont rémunérés sur la base d'un prix global et forfaitaire auquel sera joint une décomposition. Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des parties techniques d'exécution, sera déterminé en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire de chaque marché subséquent (DPGF MS).

Tout élément de prix est considéré hors taxes, sauf précision contraire.

6.2 Présentation des demandes de paiement

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.4 du présent CCAP ou à l'article 4.2 du CCP de chaque marché subséquent. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du Titulaire, accompagné des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

Contenu de la demande de paiement (selon modèle fourni par l'ENTPE)

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant de l'acompte périodique, tenant compte entre autre du montant des éventuelles rédactions et retenues ;
- le montant du décompte précédent venant en déduction ;
- l'incidence de la révision de prix sur la différence ;
- l'incidence de la T.V.A. ;
- le montant éventuel du remboursement de l'avance ;
- le montant éventuel des intérêts moratoires ;
- le montant de l'acompte à mandater, récapitulation des montants ci-dessus.
- le montant des pénalités éventuelles ;
- le montant de l'acompte à verser.

En application de l'article L2192-1 du Code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au Maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

6.3 Délai de paiement, intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours maximum, comptés à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de la demande du titulaire accompagnée des pièces prévues à l'article 11 du CCAG PI et selon le formalisme imposé par la Maîtrise d'ouvrage.

Il est précisé que, dans le cas où la demande de paiement reçue par la Maîtrise d'ouvrage ne respecte pas le formalisme imposé, le Titulaire est alerté par courriel de l'impossibilité de traitement de la demande de paiement, ce dont le Titulaire accuse réception. Le délai cité à l'alinéa précédent ne court qu'à compter de la réception par la Maîtrise d'ouvrage de la demande de paiement respectant ledit formalisme.

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au Titulaire

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses

éventuelles de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

6.4 Échéancier des acomptes

Le titulaire fournira à l'appui de sa demande les éléments permettant d'apprécier le service fait.

Le paiement de chaque partie technique figurant dans la décomposition des prix de l'annexe financière sera conditionné à l'admission de ladite partie technique.

Le versement des acomptes sera réalisé au fur et à mesure de l'exécution de la mission pour chacune des parties techniques conformément aux articles R.2191-21 et R.2191-22 du CCP, selon les modalités suivantes par dérogation à l'article 11.3.5 du CCAG-PI de 2021 :

- Pendant l'exécution de la partie technique, le cumul des acomptes sera plafonné à 90 % du prix figurant dans la décomposition des prix de l'annexe financière de la partie technique correspondante,
- Le paiement des 10 % restants de chaque partie technique sera conditionné par l'admission de ladite partie technique.

Les éléments relatifs à l'échéancier des acomptes pourront être précisés à l'article 4.2 du CCP du Marché Subséquent.

6.5 Régime de l'avance

6.5.1 Conditions de versement et de remboursement

Pour chaque marché subséquent le permettant, il est fait le choix d'appliquer l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI.

Par dérogation à cet article, cette avance est applicable à tous les membres du groupement éventuel. En cas de cotraitance, cette clause s'appliquera à chaque personne physique ou morale concernée par le marché.

Le montant des avances n'est ni actualisable, ni révisable.

6.5.2 Garanties financières de l'avance

Le versement de l'avance sera conditionné à la constitution préalable d'une garantie à première demande.

6.5.3 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations qui figure à un décompte atteindra ou dépassera 65 % du montant du marché subséquent. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché subséquent.

ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES DES MARCHES SUBSEQUENTS

7.1 Délais

Chaque marché subséquent est conclu pour la durée définie à l'acte d'engagement du marché subséquent. L'exécution des prestations démarre à la notification du marché subséquent et s'achève à l'expiration du délai de parfait achèvement.

Certains éléments de mission font l'objet de délais partiels qui sont définis à l'acte d'engagement du marché subséquent.

En cas de marché subséquent à tranche, les délais d'affermissement de la ou des tranches optionnelles est définis dans le CCP MS. Les éventuelles tranches optionnelles seront affermies par ordre de service.

Durant ce délai d'affermissement, le maître de l'ouvrage pourra notifier une décision de non-affermissement permettant de clore le marché subséquent et d'en établir le solde.

Le Maître d'ouvrage ne prévoit aucune indemnité d'attente et, ou de dédit en cas de non-affermissement d'une ou plusieurs tranches optionnelles.

Les études réalisées durant la tranche ferme restent toutefois la propriété du Pouvoir adjudicateur qui pourra les utiliser ultérieurement afin d'assurer en propres ou par un tiers les missions de conception et de suivi des travaux.

7.2 Pénalités sur les productions

Les délais d'établissements des documents d'études ainsi que leur point de départ sont fixés à l'acte d'engagement. Les pénalités applicables seront définies selon la nature de l'opération.

	Forfait / Jour (F/J)	€
Retard dans la remise d'avis et de documents	<i>En jours calendaires</i>	<i>de 50 à 200</i>

Les délais de transmission des documents sont définis à l'article 5.1 de l'Acte d'Engagement de chaque marché subséquent.

7.3 Autres pénalités

De plus, dès que le pouvoir adjudicateur constate un retard ou une absence dans l'un des cas suivants :

- Absence aux réunions : le Titulaire sera sanctionné par application d'une pénalité à hauteur de 100 euros par absence
- Non-remplacement d'une personne physique désignée à l'acte d'engagement dans un délai de 15 jours ou indisponibilité de la personne désignée au-delà de 15 jours, à hauteur de 200 euros par jour de retard calendaire à compter du 16ème jour.

Lors de la demande de solde, la retenue peut être transformée en pénalité définitive.

Lors de la demande d'acomptes, la retenue peut être transformée en pénalité définitive. Le montant définitif de ces pénalités est fonction du dysfonctionnement réel constaté par le pouvoir adjudicateur pour l'opération.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI 2021, les pénalités de retard prévues au présent contrat ne souffrent d'aucun plafond et sont dues au premier euro (€).

ARTICLE 8. ASSURANCES

A la notification de l'accord-cadre, le prestataire ou chaque membre du groupement devra apporter la preuve qu'il bénéficie de deux couvertures d'assurance couvrant son activité :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle

Ces attestations doivent émaner d'une Compagnie d'Assurances ou de son Agent Général, ou d'une Mutuelle. Elles comporteront au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré,
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs ou non consécutifs,
- Montant des franchises éventuelles,
- Activités exactes garanties,
- Durée et date de l'attestation.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le Maître de l'ouvrage de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

ARTICLE 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'article 32 du CCAG PI.

ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents, et s'engage à ne pas divulguer à quiconque ni pendant l'exécution de l'accord-cadre ni après qu'il a cessé de produire ses effets.

Le titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et/ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

ARTICLE 11. FIN DE LA MISSION

11.1 Achèvement de la mission

La mission du Titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration de l'accord-cadre
- La réception d'une prestation objet d'un marché subséquent
- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement"
- La levée de la dernière réserve

ou lorsque le représentant du Pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du Titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le Représentant du Pouvoir adjudicateur, sur demande du Titulaire.

11.2 Arrêt de l'exécution des prestations en fin de parties techniques

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques définies à l'article 1.4 du CCAP AC, et ce au cours de chaque marché subséquent.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12. RESILIATION

12.1 Dispositions générales

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG PI.

En cas d'arrêt des prestations à l'issue d'une partie technique conformément à l'article 11.2 du présent CCAP de l'accord-cadre, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché subséquent.

12.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général le Titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas de résiliation d'un marché subséquent pour motif d'intérêt général, le Titulaire sera indemnisé. L'indemnité de 5 % prévue au 40 du CCAG PI s'applique à la part de la partie technique déclenchée mais non exécutée par dérogation à l'article 40 du CCAG PI.

12.3 Résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou cas particulier

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre pour ce motif, conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou aux articles D8254-2 à 5 du Code du travail, le Maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose de quinze jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits

à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

12.4 Autres cas de résiliation

Le Titulaire pourra voir son accord-cadre résilié sans indemnité, outre les cas prévus à l'article 39 du CCAG PI, en cas de manquement grave aux obligations définies dans le présent accord-cadre, notamment pour :

- Non-respect des obligations précisées au CCTP AC, constaté par une mise en demeure établie par le Maître d'ouvrage.
- Non remise tous les six mois suivant la notification de l'accord-cadre des documents indiqués à l'article D. 8222-5 du code du travail.
- Absence de réponse à plus de trois demandes d'offre pour l'attribution des marchés subséquents
- Non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.
- Inexactitude des renseignements remis
- Suspension provisoire telle que définie à l'article 3.6 du présent CCAP AC
- Défaut de proposition de remplaçant pour la conduite des prestations

12.5 Sort des marchés subséquents en cas de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les marchés subséquents en cours d'exécution au jour de ladite résiliation devront être exécutés jusqu'à leur terme aux conditions prévues contractuellement. Le pouvoir adjudicateur se laisse cependant la possibilité de résilier également les marchés subséquents en cours s'il l'estime nécessaire selon les modalités définies à l'article 12.1 du présent document. En revanche, le pouvoir adjudicateur n'aura pas la possibilité de passer de nouveaux marchés subséquents.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP AC par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
3.4.3	3.7
23.3	5.3
3.5	5.5

11.1	6.5.1
11.3.5	6.1
13.3	3.1.2
14.1.2 et 14.1.3	7.3
23.3	5.3
28.2 et 29	3.1.3
40	12.2